

PAROLE *sans retenue*

Où des individus témoignent qu'être « sans papiers » n'est pas un choix, mais la conséquence, pour certains, d'un espoir exprimé, celui de chacun d'entre nous : vivre libre, en paix, dignement.

I

Une histoire CRAsseuse

A Rennes-Métropole, loin des regards mais à moins de deux kilomètres à vol d'oiseau du centre-ville, à deux pas de l'aéroport de St-Jacques-de-la-Lande et du Parc des Expositions, se trouve un Centre de Rétention Administrative (CRA). Il y a 24 CRA en France à l'heure actuelle, avec 1800 « places » disponibles pour les étrangers jugés indésirables. Le pouvoir actuel entend poursuivre la construction de nouveaux centres.



Des enfants derrière les barreaux du CRA de Rennes

Un « centre de rétention » est un lieu d'enfermement destiné spécialement aux étrangers et à leurs enfants. Pourquoi parle-t-on de « rétention administrative » à leur égard ? Et pas, puisque c'est de cela qu'il s'agit, apparemment, de prison ? Parce que les « retenus » ne le sont pas pour des raisons pénales ; ce ne sont pas des délinquants ; seule leur « situation administrative » est « irrégulière » : ils n'ont pas les bons « papiers ». Ces lieux, administrés par des gendarmes, sont des prisons spéciales, hors du droit commun, pour étrangers indésirables.

Vous n'avez pas entendu parler du projet de construction de ce centre, qui a été mis en service le 1er août 2007. Vous, habitants de Rennes-Métropole, n'avez pas été consultés ; il n'y a pas eu d'« enquête d'utilité publique » ! Il est là, pourtant, près de vous, et les « retenus » affluent de tout le pays pour le remplir. Lors des expulsions, les étrangers peuvent être embarqués directement à l'aéroport voisin du centre, dans un avion pour Paris, où ils seront ensuite embarqués à nouveau. C'est pratique, rapide et efficace.

En décembre dernier, les étrangers enfermés dans les centres du Mesnil-Amélot et de Vincennes, en région parisienne, ont refusé collectivement de se soumettre à l'arbitraire policier qui les visait ; ils ont été victimes d'une répression brutale, comprenant l'intervention de nombreuses brigades de CRS, qui ont fait plusieurs blessés. Ils n'étaient pourtant pas en « prison » ; mais les matraques n'ont que faire de la terminologie.

II

Être « retenu-e », ça ressemble à quoi ?

Récit imaginaire d'un enCRAssé de Rennes, après étude soigneuse des lieux...

« Je suis logée dans une espèce de bungalow, une pièce que je partage avec quelqu'un d'autre, dans laquelle deux lits sont sommairement disposés. Quand je veux prendre l'air, pendant la journée (la nuit je ne peux pas sortir), j'ai accès à un

« espace restreint », puis je suis immédiatement confrontée à un premier grillage. Dedans, une porte, qui est ouverte pendant la journée. J'accède alors à une « aire de jeux » : terrain de basket et, un peu plus loin, jeux à bascule pour gamins

Autour, encore des grillages. Je porte le regard au loin : une clôture grillagée à maillage serré, qui fait de 2,5 à 3 mètres de hauteur. Elle est surmontée de fils barbelés orientés vers l'intérieur. Derrière : un chemin de ronde de deux mètres de large et une autre clôture, avec cette fois les fils barbelés orientés vers l'extérieur. Contre les intrusions ? Et après, un terrain vague.

Il y a d'autres locaux, que je partage avec mes compagnons d'infortune : cantine, salle de télévision, parloir pour les quelques visites de l'extérieur... chiottes ! Et puis il y a les lieux qui nous sont inaccessibles : seuls y circulent les hommes en bleu, des « gens d'armes », gardiens du temple. Ils y vivent, et font leur travail ; il ne restent pas longtemps d'affilée, ça tourne régulièrement. Eux aussi ont une aire de jeux, plus vaste que la nôtre. Ils y jouent au football ou au basket, s'époumonant et s'encourageant les uns les autres. De vrais gamins, ceux-là !

Mes gamines ? Elles sont près de moi ; je veille sur elles. La seule chose qui leur manque, c'est l'enthousiasme de leurs jeunes années... et des crayons, qui pourraient leur permettre de traverser les barbelés, en imagination. Au « centre », il n'y a pas de crayons, ni rien pour écrire ou dessiner.

Qui suis-je ? Une étrangère, un étranger, sans papiers. Au Centre de Rétention Administrative de St-Jacques-de-la-Lande, Bretagne, France. Quelle sera ma destination, ensuite ? Quel sera mon destin ? Quel peuple voudra bien que je vive libre, digne, en paix, à ses côtés ?



Des « retenus » du CRA de Rennes

III

Témoignages

Ces témoignages, authentiques, évoquent le parcours de quelques étrangers, parmi tant d'autres, jugés « indésirables » par le pouvoir de notre pays, et le traitement que celui-ci leur a infligé.¹ Ils sont suivis de quelques informations sur les conditions de vie dans les pays d'origine des témoins.

Jean

« Je m'appelle Jean, j'ai 32 ans et je viens du Cameroun. Là-bas, mon père était opposant politique ; il est mort en prison. J'ai dû fuir, à travers plusieurs pays, jusqu'en France. J'ai vécu de travaux précaires, dans le bâtiment. La police m'a arrêté et enfermé au centre de rétention de St Jacques, près de Rennes. Je ne voulais pas partir ; ma compagne est enceinte de mon enfant, et dans mon pays, on veut ma mort. Alors je me suis mis en grève de la faim, même si je suis malade. Quand les gardiens sont venus me chercher en pleine nuit pour que je sois expulsé, j'étais au lit, nu. J'ai refusé de partir. Ils m'ont pris et traîné à travers la cour, nu, en plein hiver. Puis on m'a jeté en prison. »

Le Cameroun situé en Afrique centrale, est une ancienne colonie allemande, confiée à la France et au Royaume-Uni par la Société des Nations après la Première Guerre mondiale. Après une longue lutte réprimée dans le sang, le Cameroun devient indépendant en 1960. Le régime politique actuel, présidentiel, est à tendance autoritaire et

très contesté. L'administration du pays est largement corrompue. La population camerounaise travaille essentiellement (80%) dans le secteur primaire (pêche, agriculture, exploitation minière...). Beaucoup gagnent leur vie chichement, de façon « informelle ».

Sophie

« Je m'appelle Sophie, j'ai 18 ans et je viens du Congo. Je suis arrivée en France quand j'avais 14 ans ; mes deux frères vivent ici. Je suis élève en terminale BEP. Le soir du 24 décembre, ma famille et moi sommes montés en voiture pour aller fêter Noël. Mais sur la route, la police nous a arrêtés. Et Puis ils nous ont demandé nos papiers d'identité, parce que nous étions noirs. Je n'en avais pas, alors on m'a mise en garde à vue, pendant 24 heures. Puis, on m'a enfermée au centre de rétention de St Jacques. »

La République Démocratique du Congo, ou Congo-Kinshasa, est une ancienne colonie belge, devenue indépendante en 1960.

1 Les prénoms ont été changés. Témoignages recueillis par les militants du collectif de soutien aux personnes sans papiers, ainsi que sur le blogsans-patrie.blog4ever.com.

Soumis un régime dictatorial, soutenu par les États-Unis, de 1965 à 1997 (la RDC s'appelle alors Zaïre), le Congo-Kinshasa prend le nom de RDC après le renversement du dictateur Mobutu lors d'une guerre civile, en 1997. La guerre qui ravage le pays depuis lors, impliquant des factions ethniques et des troupes de pays voisins, est liée au génocide rwandais (1994) et aux massacres au Burundi (1993). Elle a fait, directement ou indirectement (maladie, malnutrition, déplacements forcés) des millions de victimes dans la population civile. Une maigre force armée de l'ONU est présente depuis 1999. Malgré la fin officielle de la guerre en 2002, les combats continuent.

Serge

« Je m'appelle Serge, j'ai 24 ans et je viens du Congo Brazzaville. Mon père avait été enrôlé dans l'armée française et a participé à la libération après la Seconde Guerre mondiale, puis aux campagnes française en Indochine, en Algérie, au Tchad... Il a reçu la nationalité française. Pendant la guerre civile des années 1990, dans mon pays, ma famille a été rapatriée en France en urgence ; je manquai à l'appel ce jour-là, et je ne suis pas parti. J'étais enfant, alors. Ma mère, depuis, m'a retrouvé, et m'a fait venir en France. Mais ici, on ne veut pas me reconnaître comme Français. La police m'a arrêté, et maintenant je suis enfermé au centre de St Jacques. »

La République du Congo, ou Congo Brazzaville, située en Afrique centrale, est une ancienne colonie française, devenue indépendante en 1960. Soumise à un régime présidentiel autoritaire, la population est essentiellement employée à l'agriculture. Le pays dispose en outre de ressources naturelles (pétrole, bois, métaux, gaz...) qu'il exporte. Cependant, la plus grande partie de ce commerce est aux mains de sociétés étrangères. Les deux tiers de la population congolaise vivent avec moins d'un dollar par jour.

Joseph

« Je m'appelle Joseph, j'ai 25 ans et je viens d'Algérie. Cela fait cinq ans que je vis en France, en région parisienne. Je travaille comme peintre en bâtiment. Mon patron m'avait envoyé sur un nouveau chantier : la rénovation des locaux d'une gendarmerie... J'étais au travail quand les clients, les gendarmes, m'ont demandé mes papiers. Comme je n'en avais pas, ils m'ont arrêté et envoyé au centre de rétention de St Jacques, loin de chez moi. Ici je ne connais persome, je n'ai pas d'avocat. Mon patron m'a appelé ; il est désolé. Il voudrait m'embaucher, mais sans papiers, comment faire ? »

L'Algérie, située en Afrique du Nord, est une ancienne colonie française, devenue indépendante en 1962 au terme d'une guerre d'indépendance, commencée dès après la Seconde Guerre mondiale, qui fit des centaines de milliers de morts. Aujourd'hui, le pays est soumis à un régime présidentiel très fort, qui n'admet le multipartisme que

depuis 1989, et est traversé par une vague de violence liée à l'activité terroriste de groupes dits « islamistes ».

Louis

« Je m'appelle Louis et je viens du Sénégal. Cela fait maintenant vingt ans que je vis en Italie, où je travaille dans le transport. C'est à Cherbourg, en partance pour l'Angleterre, dans le cadre de mon travail, que la police française m'a arrêté. J'avais ma carte de résident, mais mon passeport était resté dans un autre camion. On m'a transporté au centre de St Jacques, et enfermé. Cela fait onze jours que j'y suis, en attendant d'être expulsé vers l'Italie. Tout ça *parce que je suis noir*. Je suis furieux ; j'espère que je n'aurai pas de problème pour mon travail... »

Le Sénégal, situé en Afrique de l'ouest, est une ancienne colonie française, devenue indépendante en 1960. Le secteur primaire emploie 70% de la population. Le pays est lourdement endetté auprès des puissances occidentales.



Abattons-nous ce nouveau mur ?

Sylvain

« Je m'appelle Sylvain et je viens d'Irak. J'ai quitté mon village pour rejoindre Istanbul, où un homme qui se disait "homme d'affaire" m'a proposé de me faire parvenir en Europe, contre 10 000 dollars. Je lui ai donné cette somme. En France, la police m'a arrêté et enfermé au centre de rétention de St Jacques. Cela fait trois semaines que je suis là. Je deviens fou, enfermé comme ça ; je n'ai rien fait de mal, je cherche juste une vie meilleure. Je voudrais parler à ma mère, mais je n'ai plus d'argent pour téléphoner.. »

L'Irak, situé au nord de la péninsule arabique, au Moyen-Orient, faisait anciennement partie de l'Empire ottoman, avant d'être occupé par le Royaume-Uni après la Première Guerre mondiale. Depuis 1979, date de l'accession au pouvoir de Saddam Hussein, qui instaura une dictature militaire, et se livra à l'oppression des kurdes et des musulmans chiïtes, le pays a été le théâtre de conflits armés, et a fait l'objet d'un embargo international, aux conséquences terribles pour la population. Après l'invasion puis l'occupation du pays par les troupes américaines et internationales en 2003,

et le renversement du régime de S. Hussein, c'est une véritable guerre civile qui déchire l'Irak, mêlée à une activité terroriste intense. L'Irak est un des principaux producteurs de pétrole dans le monde.

Anne

« Je m'appelle Anne et je viens d'Azerbaïdjan. Cela fait cinq ans que je suis en France, avec mon mari, Yvan, et nos trois enfants, de 12, 10 et 4 ans. L'Azerbaïdjan est en conflit avec l'Arménie, et comme mon mari est d'origine arménienne, nous sommes rejetés dans notre pays. L'autre jour, c'était la rentrée des classes pour nos enfants. Mais sur le chemin de l'école, la police nous a arrêtés et à présent, mes enfants et moi sommes enfermés au centre de rétention de St Jacques.»

L'Azerbaïdjan est un pays du Caucase, en Asie. D'abord soumis à la domination russe, le pays est ensuite intégré à l'Union soviétique. Indépendant depuis 1991, le pays a connu une guerre civile en 1993, et est toujours sous influence russe et, à présent, américaine. Il a été soumis de 1993 à 2003 à un régime présidentiel autoritaire. Dans les années 1990, une région azérie, le Haut-Karabagh, peuplée majoritairement d'Arméniens, a été le théâtre d'un

conflit armé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Des civils azéris y ont été victimes de massacres.

Marc

« Je m'appelle Marc et, si je suis né et ai passé mes premières années en Mauritanie, je n'ai aujourd'hui plus de patrie. J'ai dû travailler très tôt, enfant, pour survivre. J'ai migré à travers plusieurs pays à la recherche d'un sort meilleur, puis j'ai traversé la mer en pirogue jusqu'en Grèce. Là, la police m'a pris, et m'a enfermé, sans me laisser demander l'asile. On a relevé mes empreintes digitales, et maintenant je suis fiché dans toute l'Union européenne

En prison, on m'a maltraité, et on m'a dit : « on ne veut pas de toi ; retourne d'où tu viens ou bien tu croupiras ici . » Je n'en pouvais plus d'être battu, humilié par mes geôliers, alors j'ai retraversé la mer, dans l'autre sens.

Puis je suis revenu, en France, cette fois. Là, c'est la police française qui m'a arrêté et enfermé. On veut me renvoyer en Grèce, mais moi, je ne veux pas retourner me faire torturer en prison. Je n'ai rien à faire là-bas. Je préfère croupir dans les geôles françaises ! Je suis fatigué de courir ; je veux vivre, c'est tout ; je ne suis pas un criminel. »

Si vous refusez que cela se passe en votre nom, si vous considérez « Jean », « Sophie », « Serge », « Louis », « Joseph », « Sylvain », « Anne », « Marc », et les milliers d'autres victimes des persécutions policières qui s'amplifient en France et en Europe, comme vos semblables, et que vous voulez agir pour que cela cesse, rendez-vous au :

Collectif de soutien aux personnes sans papier

*Réunions publiques tous les mardis à 18h30, Maison Internationale de Rennes,
7 quai Chateaubriant, Rennes.*

Site : sp35.free.fr / E-Mail : sanspap-rennes@rezo.net

**Pour la liberté de circulation et la régularisation
de toutes les personnes sans papiers.**



*[Date de publication :
janvier 2008]*

